

BRUXELLES, 1918 : RÉVOLUTION ET SORTIE DE GUERRE Benoît Majerus

*Nous avons vu, de nos yeux vu [sic], la
révolution allemande dans Bruxelles, et
les Belges reprenant leur liberté au
moment où les Allemands sont encore sur
leur sol*

Bruxelles, capitale de la Belgique occupée mais aussi siège de l'administration allemande, vit en novembre 1918 une fin de guerre particulièrement complexe pendant laquelle les identités nationales et sociales perdent au moins temporairement leur lisibilité. Depuis l'entrée en ville des premières troupes allemandes le 20 août 1914, Bruxelles, qui est l'espace urbain le plus grand qui tombe aux mains de l'armée de Guillaume II, est soumis à un régime d'occupation sévère. Lieu de passage pour de nombreux soldats et lieu de résidence pour une grande partie des fonctionnaires, la ville est marquée par cette présence allemande, visible tous les jours. Même plus, une « impression matérielle de l'occupation » se dégage de la présence allemande à travers ses multiples interventions dans la vie quotidienne¹. De par son caractère symbolique, la ville a été un haut lieu de l'expression publique du rejet de l'occupation, notamment pendant la première moitié de la guerre, où les nombreux « jours de mémoire » rythment l'expression du patriotisme belge². Or, depuis 1917, la lassitude des peuples se ressent aussi à Bruxelles et ces journées perdent de leur importance, sans disparaître complètement.

1. Journal intime d'une Bruxelloise (anonyme), t. 2 ; inscription au 10 novembre 1918, inédit, archives de l'auteur.
2. Archives & Musée de la Littérature à Bruxelles ; Bayet Arthur, *Journal d'un Bruxellois pendant l'Occupation allemande* (M.L.-3546), inédit, p. 43. Je souligne.

3. Le 22 février (naissance de Washington), 8 avril (anniversaire du roi), 21 juillet (fête nationale), 4 août (début de la Première Guerre mondiale), 20 août (entrée des Allemands à Bruxelles), fin septembre (rappel des journées de septembre 1830), début novembre (Toussaint et Jour des Morts) et 15 novembre (jour du roi) sont autant de dates qui donnent lieu à des « manifestations » (fermeture des magasins, porter

D'autre part, le durcissement du régime d'occupation rend tout dialogue entre occupant et occupé impossible. C'est dans un tel contexte que Bruxelles connaît une double libération. Les révolutions allemandes qui éclatent dans les principales villes belges mettent fin au régime du gouvernement général. Les conseils révolutionnaires ne se considèrent plus comme des occupants et demandent expressément aux autorités belges de reprendre une partie de leurs prérogatives. Ces événements sont ressentis comme une première libération par une partie de la population, comme en témoigne l'extrait du journal intime cité en préliminaire de ce texte. Quelques jours plus tard, la ville est libérée une deuxième fois par les troupes alliées. C'est la première libération qui m'intéresse particulièrement par son côté paradoxal : l'occupant – les soldats allemands – ne s'affranchissent pas seulement de l'emprise de leur hiérarchie militaire, mais libèrent aussi l'occupé – la population belge – du régime d'occupation. Ces quelques jours – du 9 au 15 novembre 1918 – se caractérisent par un l'effacement temporaire de toutes les certitudes.

Une défaite qui s'annonce

Malgré le monopole allemand sur l'information, la population bruxelloise est au courant des revers de l'armée allemande dans la deuxième moitié de 1918. Le flot de réfugiés, qui prend des proportions grandissantes à partir de septembre, suite à l'évacuation des régions de Cambrai, Douai et Valenciennes, est une preuve supplémentaire de la déroute allemande. Évalué à 100 000 fin octobre 1918 (l'agglomération bruxelloise compte 700 000 habitants), leur nombre pose de nombreux problèmes. En septembre, les premiers bruits concernant une éventuelle évacuation de la ville par les Allemands font leur apparition. La libération devient de plus en plus une réalité envisageable, qu'on essaie fautive d'informations précises, de s'imaginer. Les rumeurs qui n'ont jamais disparu complètement de la scène publique, commencent de nouveau à jouer un rôle plus important. En cette période d'anxiété accrue, elles permettent d'intégrer les incertitudes dans un cadre de raisonnement prétendument logique³. Elles témoignent en même temps travaillant dans les Marolles, un quartier populaire de Bruxelles, l'exprime de la manière suivante : « *Le seul danger qui nous menace, c'est la [...] révolution bolcheviste* »⁴. D'autre part, la population craint que tous les hommes belges en âge de combattre soient pris en otages par les Allemands et déportés au-
des vêtements avec les couleurs nationales, assister à des offices religieux qui se terminent avec la Brabançonne... en faveur de l'indépendance belge.

4. Poux François, *De Bouche à l'oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003, p. 58.
5. M.L. 3546 ; p. 6080.

ment le manichéisme entre vainqueur et vaincu qui caractérise souvent l'image de la libération.

En effet, Bruxelles ne sera pas libérée par des troupes alliées, mais les militaires allemands la « libèrent » en même temps qu'ils se libèrent eux-mêmes. Comme en août 1914, Bruxelles devient en octobre/novembre 1918 un lieu de passage, cette fois en sens opposé, de dizaines de milliers de soldats qui reculent devant l'avancée des Alliés. Depuis le 17 octobre, le quartier général de la VI^e Armée sous la direction du *Kronprinz* Rupprecht s'est installé à Bruxelles, place Stéphanie, établissant ainsi un centre de pouvoir parallèle et parfois en opposition avec le gouvernement général. À la fin de l'occupation, l'agglomération bruxelloise, toujours sous l'autorité de ce dernier, est d'ailleurs entourée de territoires qui dépendent de l'*Etappengebiet*. La retraite ne se fait guère de manière ordonnée. Les éléments attestant d'une décomposition des structures militaires se multiplient. Le nombre de prisonniers et de disparus parmi les pertes de l'armée allemande prend des dimensions de plus en plus importantes, témoignant d'une désintégration de la mobilisation des soldats. Bruxelles se remplit rapidement de déserteurs. Leur nombre est difficilement chiffrable. Von der Lancken, le responsable de la *Politische Abteilung*, estime que 50 à 60 000 soldats environ qui ne sont plus encadrés dans une structure militaire (des déserteurs ou des soldats ayant perdu le contact avec leurs unités) passent par Bruxelles du 10 au 12 novembre. À cela s'ajoutent probablement les 9 000 militaires qui sont stationnés de façon permanente dans l'agglomération bruxelloise, ainsi que les unités du front qui y transigent en formation ordonnée. Les soldats revenant du front voient s'érouler en peu de temps leurs espérances. L'espoir d'une victoire amenant des récompenses pour les peines endurées est remplacé par la certitude de la défaite qui amènera de lourds sacrifices. Plusieurs officiers stationnés à Bruxelles se suicident les premières journées de novembre 1918. Pour retourner en Allemagne, les soldats allemands doivent traverser un pays qui leur paraît profondément hostile. L'image du Belge sournois à travers le mythe du franc-tireur a été entretenue dans le discours public allemand pendant toute la guerre. Il n'est donc guère étonnant que la ruineur de la présence des franc-tireurs fasse de nouveau son apparition du côté allemand⁶. Dans un tel contexte de déception et de méfiance, les atrocités ne se font pas attendre et dégènerent parfois dans la violence. Le 1^{er} novembre, une fusillade entre soldats allemands provoque plusieurs morts et blessés à Bruxelles⁷.

Or, ces hommes restés en Belgique et qui sont souvent critiqués pour n'avoir pas essayé de rejoindre le front à travers les Pays-Bas, se voient maintenant attribuer une nouvelle signification : c'est eux qui doivent assurer la reconstruction – physique et symbolique – de la Belgique ; les emmener constituerait une dernière victoire allemande.

L'attente d'une paix proche devient telle que l'on se prend à espérer, en oubliant la réalité de l'occupation. La nomination d'un nouveau chancelier allemand, Max de Bade, le 3 octobre, et l'échange épistolaire entre Wilson et le gouvernement allemand à la suite de l'offre de paix allemande du 4 octobre, semblent annoncer une fin imminente de la guerre. Dans ce contexte, le départ de deux personnalités importantes de la Belgique occupante, Francqui et Janssen, pour les Pays-Bas, le 10 octobre, est suffisant pour faire naître le bruit que la guerre serait finie. La ruineur veut que l'Allemagne ait accepté les 14 Points de Wilson et que l'évacuation de la Belgique commencerait dès ce jour. Avant midi, la nouvelle s'est répandue au centre de Bruxelles dont la population commence à célébrer la libération, un mois avant que celle-ci n'ait vraiment lieu. Les rues sont remplies d'une foule joyeuse qui se dirige entre autres vers la place des Martyrs. Rappelant la révolution belge de 1830, la symbolique de cette place sort renforcée de ces quatre années de l'occupation. Quelques habitants arbo- rent des drapeaux tricolores et les prix des denrées tombent « à vue d'œil ». Cette libération qui n'en est pas une, a d'ailleurs du surprendre les autorités allemandes qui se trouvent tout à coup face à une population qui ne croit plus devoir obéissance à l'occupant. La police allemande intervient une dernière fois d'une manière plus musclée en arrêtant plusieurs personnes pour dissiper tous les doutes. L'abattement du côté belge est d'autant plus grand.

Mais le régime d'occupation et de répression commence à s'alléger sensiblement à partir de la deuxième moitié d'octobre. Les peines prononcées par les juridictions allemandes ne sont plus toutes appliquées. Des prisonniers se voient libérés de manière anticipée, parmi lesquels quelques personnes plus connues comme Lemonnier, bourgmestre de Bruxelles ou Delleur, bourgmestre de Watermael-Boitsfort. Le véritable bourgmestre de Bruxelles, Adolphe Max, par contre, sera retenu en Allemagne, pour éviter des manifestations lors de son retour. Kranzbühler, le président de l'administration civile de la province du Brabant, informe les autorités communales, dès le 3 octobre, que son institution commence à préparer son départ. À partir du 21 octobre, les premiers signes visibles d'un prochain départ allemand apparaissent dans l'espace public : les familles des fonctionnaires allemands et des Allemands, qui habitent la capitale belge depuis bien avant la guerre, quittent Bruxelles. La libération tant attendue s'approche à grande vitesse. Son déroulement imaginé et espéré sera cependant fortement bouleversé par un dernier « caprice » de l'occupant, ressenti comme tel par une partie de la société belge. La sortie de guerre de l'occupé et de l'occupant se fera en effet partiellement en même temps, prouillant temporairement

6. Gilles Louis, Oms Alphonse, Delandshere Paul, *Cinquante mois d'occupation allemande*, vol. 4, Bruxelles, Librairie Albert Dewit, 1919, p. 404-410.
7. *Ibidem*, p. 384.

rapidement la courte histoire du *Soldatenrat* bruxellois. Pendant toute la journée du 9 novembre, des négociations ont lieu entre des représentants du gouvernement général et des officiers qui prônent l'instauration d'un conseil des soldats pour garder la situation sous contrôle. Le mouvement prend seulement forme le 10 novembre avec l'arrivée de Mons de Hugo Freund. Membre de l'USPD depuis 1917, il va rassembler autour de lui un groupe de soldats et d'officiers qui, au cours de cette journée mouvementée, vont s'imposer comme un nouveau centre de pouvoir important. Freund, un extérieur de la vie allemande à Bruxelles, en devient le dirigeant. Sa position est d'autant plus forte qu'il dispose de contacts à Berlin à travers son adhésion à l'USPD. Grâce au journal de marche d'un escadron stationné à Bruxelles, le caractère brusque et rapide de ces changements se dévoile. Le deuxième *Landsturmeskadron I. AK* se trouve à Bruxelles depuis mars 1917. Le 2 novembre 1918, les officiers font encore une fois un appel en faveur des emprunts de guerre et expliquent la situation militaire dans le cadre du *Valentändischer Unterricht*. La tâche la plus importante de l'escadron est à ce moment la garde près du siège du *Kronprinz* Kupprecht. Le 9 novembre, rien n'indique le chamboulement qui vient d'avoir lieu à Berlin. Mais le 10, un conseil est formé à l'intérieur de l'escadron, conseil qui envoie des délégués au *Soldatenrat* central. Néanmoins, la routine quotidienne est maintenue. Le 12 novembre, le journal connaît une interruption et ne sera plus repris : l'escadron en tant qu'unité militaire cesse d'exister¹⁰.

La priorité du conseil des soldats n'est pas la révolution, mais le maintien de l'ordre. Il espère ainsi permettre le retrait des soldats vers l'Allemagne en évitant un bain de sang. Il ira même jusqu'à fusiller un militaire allemand ayant participé à un pillage. On est loin de l'image stéréotypée de révolutionnaires sanglants causant le désordre. Les tentatives d'allier les socialistes belges à la gestion de la capitale se soldent par un échec. Ceux-ci lancent certes des appels au calme à la population : « *Ne partizipiez à aucune manifestations.* »¹¹ Mais ils refusent de s'associer au *Soldatenrat* pour réaliser un changement politique. Le message idéologique du conseil des soldats a peu, pour ne pas dire, aucune répercussion dans la société belge. Pour les dirigeants belges, l'Allemand reste avant tout l'occupant avec lequel aucune coopération n'est possible. Les personnalités symbolisant l'occupation disparaissent peu à peu : von Falkenhäusen, le gouverneur général, part de Bruxelles dans

10. Bayerisches Hauptstaatsarchiv, 2. Ldstesk I. AK, vol. 1a.
 11. Avis du 11 novembre 1918 signé par l'administrateur délégué du Parti Ouvrier Belge ; Louis Gilie [e.a.], *op. cit.*, p. 412. Cet avis contient de nombreuses mesures tendant à éviter que des décisions « révolutionnaires » ne soient prises à un niveau local. « *Tout ordre n'est valable que s'il émane du Conseil fédéral (...)* et du bureau exécutif de la coopérative. » La décision politique est donc centrale et bicéphale. Ces précautions semblent indiquer que la tête du parti craint des initiatives locales qui ne correspondent pas à la ligne de non-coopération qui a été décidée. D'ailleurs à Liège, la fédération du POB accueille dans un premier temps avec bienveillance la révolution allemande ; cf. José Gotovitch, *op. cit.*, p. 245.

La révolution allemande à Bruxelles : un événement politique

Sur cette débâcle militaire qui provoque déjà une certaine ébullition dans la capitale belge, viennent se greffer les événements révolutionnaires d'octobre et de novembre 1918. Ceux-ci ont débuté dans la nuit du 29 au 30 octobre à Wilhelmshaven où des marins allemands refusent d'engager un dernier combat avec la marine britannique. À partir du 3 novembre, cette révolte prend une forme plus structurée avec la création du premier *Soldatenrat* à Kiel, modèle qui sera repris par la suite d'abord au nord de l'Allemagne. Munich et Berlin seront les deux autres centres du mouvement. Le 9 novembre, la monarchie est abolie et l'Allemagne devient une république. Ce bouleversement politique a aussi des conséquences immédiates pour la Belgique. Récemment José Gotovitch a retracé l'histoire du *Soldatenrat* bruxellois en se basant sur de nouvelles archives⁸. Les premières nouvelles de la révolution seraient arrivées dans la soirée du 8 novembre avec la sortie du *Belgischer Kurier* qui annonce la proclamation de la République de Bavière et fait état d'émeutes dans d'autres régions en Allemagne. Or, selon Bayet, le courant révolutionnaire touche déjà beaucoup plus tôt la capitale belge, même s'il ne se concrétise pas avant les nouvelles arrivant d'outre-Rhin. Ce docteur bruxellois note déjà le 30 octobre 1918 dans son journal personnel qu'un premier « écrit imprimé » signé « *Der Soldatenrat in Belgien* » a été affiché à plusieurs endroits bien visibles à Bruxelles. Celui-ci invite les soldats à se révolter. Le 3 novembre, d'autres affiches imprimées apparaissent, signées de nouveau par « *Soldatenrat Beliens* ». La grammaire hasardeuse de celles-ci indique que ces idées ne sont pas seulement répandues dans les milieux intellectuels de l'administration allemande, mais aussi parmi les simples soldats⁹. L'absence d'autres signes de vie de ce *Soldatenrat* dans les jours suivants, témoigne de sa faiblesse et de l'absence d'un mouvement plus structuré, comparable à celui qui se développe en Allemagne. Ces affiches imprimées (!) indiquent cependant qu'une réflexion révolutionnaire s'est développée à l'intérieur du gouvernement général, même si l'origine de celle-ci reste probablement à jamais cachée. Avant d'aborder les troubles qui éclatent à Bruxelles, je vais, en me basant sur l'article de Gotovitch, présenter

8. Gotovitch José, « Révolution à Bruxelles : le *Zentral-Soldaten-Rat in Brüssel* », dans Baumann Roland, Roland Hubert (dir.), *Cart-Erstenstein-Kolloquium 1998, Frankfurt a.M.* [e.a.], Peter Lang, 2001, p. 237-257. Sieben Luc, « De novemberdagen van 1918 te Brussel : revolutie en ordehandhaving », in Patrick Lefevre, Piet De Gryse (éd.), *De Brabmont à l'union de l'Europe occidentale*, Bruxelles, Musée royal de l'Armée et d'histoire militaire, 1988, p. 155-176 y avait déjà consacré quelques pages.
 9. M.L. 3546 ; p. 6182 et Archives de la Ville de Bruxelles (AVB), Fonds de la police, Guerre 14-18 (P0114-18), boîte 529 ; texte de l'affiche : « *Soldaten !! Das freiwillige Spiel mit unserem Leben hält an (...)* Auf Kameraden ! Auf ! solange das Volk noch stark ist, das heisst, solange es in Waffen steht, kann es sich vom blutigen soche befreien und die Schuldigen zur verdienten Strafe heranziehen ! Lebe der Frieden ! Lebe die Internationale. »

la nuit du 12 au 13, suivi le 13 par von der Lancken ; quant au *Soldatenrat*, il quittera la capitale dans la nuit du 15 au 16 novembre.

La révolution allemande à Bruxelles : une sortie de guerre équivoque et violente

Gotovitch souligne que le « bilan des incidents est relativement limité en regard des dangers potentiels accumulés dans la capitale »¹² ; si cette conclusion est

confirmée dans les grandes tendances par les lignes qui suivent, elle risque cependant d'occultier l'extrême agitation qui règne dans les rues pendant ces jours et la violence non négligeable qui l'accompagne. Le 9 novembre se caractérise encore par un calme tout relatif. Après les nombreuses fausses alertes de cessez-le-feu, la population se montre prudente. Le lendemain, la situation bascule complètement. Le mouvement est engagé par les militaires allemands. Dans l'après-midi, un long cortège traverse la ville de la gare du Nord en passant par la Grand'Place vers le Palais de Justice, place Poelaert. Un autre cortège a libéré les prisonniers politiques et les déserteurs de la prison de Saint-Gilles. La symbolique révolutionnaire est introduite dans l'espace urbain. Les drapeaux impériaux sont remplacés par des étendards rouges, mais aussi par des drapeaux français. Lorsque ce groupe arrive à sa destination, il comprend au moins 6 000 hommes, allemands et belges. Après quelques discours, le cortège se dirige rue de la Régence, ancien siège de ministères belges et centre de l'administration allemande. Des drapeaux rouges sont entre autres hissés à la *Kommmandantur*. Les officiers deviennent la cible de soldats qui les dépouillent de leurs signes d'autorité, notamment en leur arrachant leurs épaulettes. Les scènes publiques d'humiliation des officiers sont nombreuses. Il s'agit d'inverser la logique militariste : les puissants d'hier deviennent les poupées d'aujourd'hui. Des lieux publics étroitement liés à la symbolique de l'État belge et fermés à la population locale comme la rue de Louvain ou la rue de la Loi où se trouve le Palais de la Nation, deviennent de nouveau accessibles pour tous. L'effervescence touche aussi la population locale. Son attitude vis-à-vis de ce mouvement révolutionnaire allemand est ambiguë et hésitante. L'ordre à rétablir ne fait pas immédiatement l'unanimité. Dans les cortèges qui parcourent la ville le 10 novembre, les drapeaux belges, français et rouges se côtoient souvent. Plusieurs observateurs témoignent de scènes de fraternisations entre des soldats allemands et des Bruxellois. Mais des réactions de rejet du message universaliste de la révolution sont aussi rapportées et semblent plutôt constituer le courant majoritaire de « l'opinion publique » belge. En effet, lorsqu'un orateur francophone, apparemment belge, invite la foule à pardonner aux Allemands et de les considérer comme des frères, il se fait

12. Gotovitch José, « Révolution à Bruxelles », art. cit. p. 251.

¹³. Dès le soir du 10 novembre, les mouvements allemands et belges qui ont gardé jusqu'à ce moment une certaine unité « formelle » dans l'expression de leurs sentiments respectifs (cortège unique, en partie le même répertoire de chansons comme par exemple *La Marsellaise...*) vont se dissocier. *La Brabançonne, Vers l'Avenir et God Save the King* viennent compléter le répertoire belge. Si le caractère essentiellement « alimentaire » des manifestations définit le mieux la situation à Anvers, la réaction populaire à Bruxelles prend dès le 10 novembre aussi une connotation nationaliste. La population s'en prend à des kiosques à journaux allemands édités sur les places de la Bourse, de Brouckère et de la Monnaie, qui seront brûlés. Ces gestes, à première vue inutiles, mais qui témoignent d'une purification symbolique, sont d'autant plus nécessaires que le déroulement de cette « drôle de libération » – libération par l'ennemi et non pas par ses propres moyens – ne correspond pas à l'image univoque et stéréotypée de l'Allemand diabolisé. Alain Brossat a relevé, dans un autre contexte, l'effet compensatoire de ces gestes supérfluoires suite à une situation équivoque. La lecture anthropogénétique de la Libération en France en 1944 permet à l'auteur de livrer un cadre d'analyse qui est aussi applicable à d'autres libérations. Il souligne « l'aspect répétitif [...] hors du registre strict de l'événementiel » de tels moments, moments paradoxaux où modernité et archaïsme se mêlent étroitement¹⁴. Des éléments de charivari qui avaient déjà marqué l'entrée en guerre, se retrouvent à ce moment. De nombreux observateurs relèvent le caractère festif de ces journées : des gens dansent autour de ce « feu de joie en criant : *À bas les Allemands !* »¹⁵ Un autre écrit : « Une foule considérable a circulé en ville en chantant. On se serait cru au Carnaval. »¹⁶ D'autres témoignent les mois d'*Omnégang*, une ancienne tradition folklorique bruxelloise, pour décrire ce qu'ils sont en train d'observer¹⁷. La spontanéité est un élément important de ces troubles ; à aucun moment ce mouvement n'est récupéré par des mouvements plus structurés. En cette période de crise, des anciens répertoires d'actions collectives qui semblaient avoir disparu réapparaissent : l'entrée en guerre d'août 1914 avait également donné lieu à la resurgence de pratiques charivariques¹⁸. En même temps, la ville retrouve son caractère d'avant-guerre ; des commerçants sortent leurs cordons de lampes électriques pour les illuminations. Si la paix est certes la bienvenue, elle

13. M.L. 3546 ; p. 6278.
14. Brossat Alain, *Libération, fête folle. 6 juin 44-8 mai 45 : mythes et rites ou le grand théâtre des passions populaires*, Paris, Autrement, 1994, p. 37-38.
15. Gillet Louis [e.a.], *Cinquante mois, op. cit.*, p. 403.
16. AVB, Paul Max – Notes d'un Bruxellois pendant l'occupation 1914-1918, inédit, p. 305.
17. Gotovitch José, « Révolution à Bruxelles », art. cit., p. 252.
18. Vrinis Antoom, « De anti-Duitse rellen in augustus 1914 te Antwerpen », in Amara Michaël, Jaumain Serge, Majerus Benoît, Vrinis Antoom (dir.), *Une « guerre totale » ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles lendances de la recherche historique*, Bruxelles (à paraître aux Archives Générales du Royaume).

à voir nos couleurs glorieuses se mêler à la note rouge de l'emblème révolutionnaire des ennemis²². Les autorités politiques des dix-neuf communes constituant l'agglomération bruxelloise, lancent d'ailleurs un appel public d'attendre encore quelques jours avant de célébrer publiquement la libération. Mais dès le matin des cortèges belges parcourent la ville composés essentiellement de jeunes (de sexe masculin) issus des lycées et collèges. Ce sont eux qui portent l'agitation nationaliste pendant ces journées. Il s'agit là également d'un élément spécifique d'actions collectives plus anciennes qui étaient traditionnellement portées par les jeunes hommes de la communauté. À côté de la tricolore, la personne du Roi se trouve au centre de l'agitation, le seul exilé dont l'image n'a pas pâti pendant les longues années de l'Occupation. Dans la soirée, plusieurs magasins allemands seront pillés par des civils belges.

Mais cette première explosion de violence belge est de courte durée. D'abord, des unités impérialistes sèment la confusion en s'opposant à ces manifestations belges. Ensuite, une autre violence très brutale commence à s'emparer de l'agglomération bruxelloise. En effet, l'espace urbain est à ce moment dans la main de bandes de soldats incontrôlables. Ces jours se caractérisent par une anomie presque totale dans laquelle les forces de l'ordre aussi bien allemandes que belges sont complètement impuissantes. Une atmosphère de guerre civile s'empare de la ville. Plusieurs études montrent que plus que la guerre en soi, sa sortie a conduit à une brutatisation des soldats²³. Ces journées de novembre 1918 semblent aujourd'hui comme précurseurs de la violence qui secouera la jeune république de Weimar. Les soldats allemands, pour la plupart armés, se retrouvent d'un jour à l'autre dans un monde dépourvu de toute autorité militaire. Leurs espoirs d'un futur meilleur s'envolent. Leur arsenal de la violence est en partie celui dont ils disposent sur le front. L'utilisation des mitrailleuses dans une géographie urbaine caractérisée par des grands espaces et quelques larges boulevards s'avère particulièrement meurtrière. Les scènes de pillages se multiplient, le plus spectaculaire étant le vol de 125 000 francs belges de la banque Allard ; des nouveaux affrontements entre soldats révolutionnaires et loyalistes s'engagent autour de la gare du Nord et font le 11 novembre au moins huit tués du côté belge. Certains quartiers de Bruxelles sont ardemment combattus par des tractions qui ne savent plus pour qui elles luttent. Jusqu'au 15 novembre, ces scènes de désordre provoquées essentiellement – si ce n'est exclusivement – par des soldats allemands se poursuivent. Dans ces conditions d'insécurité, de désordre et de peurs où des coups de feu éclatent à tout moment, le mythe du franc-tireur réapparaît fortifié. Il permet au simple soldat allemand, en faisant appel à son propre champ d'expérience²⁴, même

22. AVB, procès-verbal du conseil communal ; séance du 11 novembre 1918. M.L. 3546 ; p. 6278 et Louis Gille [e.a.], *op. cit.*, p. 405.
 23. Belinda Davis, « Experience, Identity, and Memory : The Legacy of World War I », *Journal of Modern History*, 75, mars 2003, p. 111-131.
 24. MAE, FNRS, boîte 8 ; rapport de von der Lancken du 20 novembre 1918.

effraie en même temps après ces quatre années d'occupation comme le fait ressentir ce témoignage : « Nous allons tous être comme des hiboux égarés en plein jour. »¹⁹

Le soir même du 10 novembre, une première victime belge est à déplorer. D'après un rapport belge, celle-ci serait tombée suite à des affrontements entre soldats révolutionnaires et des troupes restées fidèles au gouvernement impérial. Ces dernières sont probablement des unités qui viennent du front et non pas des détachements du gouvernement général. Le 10 novembre, le gouverneur général, suite à une lettre de Hindenburg, décide de ne pas s'opposer par la force au mouvement révolutionnaire. Selon des rapports que von der Lancken a reçus, ces troubles auraient fait entre 30 et 40 morts du côté allemand.

Le lendemain, 11 novembre, les rues retrouvent le caractère noir, jaune, rouge des journées d'août 1914.

« Je sors vers 8 heures. La rue est pavoisée ! Aux fenêtres, le drapeau national [...] Vers 10 heures je descends rue Haute. Je suis curieux de voir si le caractère communiste de la révolution allemande aura eu une répercussion sur le quartier populaire. Dans ma bonne vieille rue, il y a une quarantaine de drapeaux nationaux ; pas un seul drapeau rouge à la maison du peuple, ni sur aucun monument public. »²¹

Ce témoignage illustre, d'un côté, la peur des « classes dangereuses » quant à leur patriotisme, qui a été présente pendant toute la guerre, et, d'un autre côté, renforce la thèse selon laquelle le message révolutionnaire allemand n'a pas été reçu par la population belge. Certains observateurs appartenant à la bourgeoisie belge de même que le conseil communal de Bruxelles regrettent cette libération anticipée et équivoque. Celle-ci vient comme un cadeau empoisonné amené par un libérateur illégitime : l'ennemi, un ennemi à rejeter doublement et de par sa nationalité, allemande, et de par son idéologie, communiste. Le 11 novembre le collège communal estime « qu'il est intempestif pour la population de manifester des manifestations de joie. Attendons pour déployer nos drapeaux que les troupes allemandes aient évacué Bruxelles. Défions-nous des avances que nous ferient certains Allemands ». D'autres membres de l'élite locale abondent dans le même sens. Le docteur Bayet regrette que « [[l]a pure joie de notre beau triomphe nous est gâtée et comme salie par ces individus et leur drapeau rouge ». Le journaliste catholique Louis Gille pense qu'« [i]l eût été plus sage et plus raisonnable d'attendre le départ des Allemands et de ne se livrer, qu'en présence du Roi et des troupes alliées, à tous les transports d'une légitime allégresse. On éprouve une impression de malaise indéfinissable

19. Journal intime d'une Bruxelloise, t. 2 ; inscription au 9 novembre 1918.
 20. AVB, P011418, notice relative au Soldatenrat (rédigée probablement par Max en automne 1926) et ministère des Affaires Étrangères (MAE), copies du Auswärtiges Amt-Bonn réalisées par le FNRS (FNRS), boîte 8 ; rapport de von der Lancken du 20 novembre 1918 sur « Die Vorgänge in Brüssel während der letzten Tage vor der Räumung ».
 21. M.L. 3546 ; p. 6285-6286.

La Grande Guerre devient dans les années 1920 et 1930 un élément central de la construction identitaire nationale en Belgique. Lors des grandes manifestations patriotiques comme celles du centenaire de l'indépendance belge en 1930 ou celles qui entourent la mort du roi Albert en 1934 – elle est omniprésente et contribue à la re-fondation de cette identité²⁷. Ceci se vérifie particulièrement à Bruxelles, notamment à travers la redéfinition de la toponymie urbaine : la rue de Bavière est transformée en rue de Dinant, ville martyre qui a particulièrement souffert. Les trois grands boulevards qui structurent l'espace citadin sont baptisés dès 1919 d'après trois hommes politiques bruxellois (Max, Lemonnier, Jacquain), symboles de la résistance de la capitale. Mais contrairement à la Seconde Guerre mondiale, où le jour de la Libération constitue aussi une « date de mémoire » importante qui se traduit à Bruxelles entre autres par le square des Libérateurs ou la rue de la Libération, ceci n'est pas le cas pour la Première Guerre mondiale²⁸. C'est l'Armistice du 11 novembre (fin de la guerre) et non pas la Libération (fin de l'Occupation qui constitue cependant l'élément spécifique de l'expérience de guerre belge) qui devient par la suite la date-mémoire pour la fin de la guerre. La libération – les libérations – de Bruxelles en novembre 1918 reste un phénomène difficile à intégrer dans un champ mémoriel cohérent, même à l'échelon local, vu son absence de message univoque. Si l'entrée en guerre d'août 1914 garde une charge symbolique telle qu'en 1940 la police allemande appréhende la journée du 4 août, la sortie de guerre semble avoir disparu de la mémoire collective.

27. Van Ypersele Laurence, « Belgen », in Hirschfeld Gerhard, Krumreich Gerd, Renz Irina (dir.), *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, Paderborn, Schöningh, 2003, p. 44.
 28. L'idée de Poelaert, élu communal libéral, de transformer la chaussée d'Arenbergh en chaussée du dix-sept novembre ne sera pas reprise. AVB, procès-verbal de la réunion du conseil communal du 2 décembre 1918.

s'il n'avait pas participé à l'invasion de la Belgique en août 1914, le franc-tireur en tant que composante de la société belge avait bénéficié d'une large publicité en Allemagne. De leur côté, les autorités allemandes espèrent reprendre l'initiative dans la bataille de propagande qu'ils sont en train de perdre au niveau international, sans succès²⁵.

Ces troubles d'une violence extrême qui provoquent dans un premier temps (jusqu'au 16 novembre) au moins une dizaine de morts du côté belge interpellent fortement aussi bien les autorités belges qu'allemandes. Du côté allemand, un nouvel acteur, ou plutôt plusieurs nouveaux acteurs, sont apparus. En effet, s'il y a un conseil des soldats central dirigé par Freund, de nombreux conseils de soldats parallèles (*Nebensoldatenräte*) voient le jour. Le premier dispose certes de quelques éléments symboliques pour assurer son autorité comme le *Belgischer Kurer* qui continuera d'être le seul organe de langue allemande qui apparait à Bruxelles. Le pouvoir réel de ce conseil limite. De plus, il se trouve face à un appareil d'occupation bien rodé et dont la majorité des membres considèrent cette révolution illégale. Les autorités belges se voient confrontées à une multitude d'acteurs allemands à un moment central. Surprises par la tournure des affaires, elles veulent d'un côté commencer au plus tôt à rétablir l'ordre belge, mais ne désirent pas et ne peuvent pas le faire aussi longtemps que l'occupant est encore là, sous peine de rendre cette volonté illisible. Mais cette attente implique le risque d'une vacance de pouvoir, d'une ouverture d'interprétations possibles qu'elles ne veulent pas non plus accepter suite à leurs appréhensions vis-à-vis du comportement de certaines couches sociales.

Cette ambiguïté ne sera levée qu'avec le départ définitif des Allemands et l'arrivée des troupes alliées. La libération s'accompagnera une seconde fois d'un ensemble de pratiques ayant beaucoup de similitudes avec celles, plus connues, de la libération de 1944. En novembre 1918, elle se fera en plusieurs jours sans qu'un moment particulier et précis se dégage pour symboliser cette libération. Le 15 novembre, les premiers soldats anglais pénètrent dans la ville. Le 16 novembre, un nombre plus important de soldats alliés et belges arrive dans la capitale, sans qu'il s'agisse d'une entrée en masse et en ordre qui symboliserait la libération officielle et visible de la capitale. Le 17, vers 11 heures, les autorités communales affichent le drapeau belge, signe qu'elles se sentent libérées de toute contrainte allemande. Le lendemain, Adolphe Max, le bourgmestre emprisonné par l'occupant, fait son entrée officielle. La présence de troupes françaises, américaines et anglaises introduit un nouvel élément d'ambivalence dans l'espace urbain, le libérateur étant parfois perçu comme un second occupant²⁶.

25. Horne John, Kramer Alan, *German Atrocities 1914. A History of Denial*, Londres, Yale University Press, 2001, plus particulièrement les p. 227-290.
 26. Majerus Benoit, « La prostitution à Bruxelles pendant la Grande Guerre : contrôle et pratique », *Crime, Histoire & Sociétés*, 7, 1, 2003, p. 36-38.